

VALEURS REGIONALES ET NATIONALES EN EUROPE

Louis Chauvel

Régions et valeurs

"Nous n'avons pas les mêmes valeurs" est la dernière chose à dire à celui dont nous voudrions nous faire un ami. Des collectivités humaines partageant les mêmes représentations, portant les mêmes jugements et une même évaluation sur le monde, sur les autres et sur eux-mêmes, ont pour vocation de s'unir en communautés homogènes, autonomes, distinctes, voire même séparées des autres. L'hétérogénéité des valeurs, en revanche, est propice à la mutuelle incompréhension, à la discorde, voire à l'affrontement, sauf, bien sûr, à trouver le compromis salvateur.

Si la question est souvent posée de l'unité ou de la multiplicité, de la convergence ou de la divergence, des valeurs dans les sociétés européennes, la raison est bien cette interrogation-là : "sont-ils comme nous, ou sont-ils autres?" Comment croire en l'unité de l'Europe, si les individus qui la composent forment des cliques distinctes de par leur vision du monde, toujours susceptibles d'entrer en conflit, parce qu'elles ne partagent pas les mêmes croyances, et n'accordent pas la même valeur aux choses et aux idées?

Telle est l'inquiétude qui naît lorsque nous considérons les implications à long terme de la formation possible d'une supra-nation européenne. De nombreuses recherches comparatives montrent bien les différences entre les Etats qui forment l'Europe: certaines vont croissant, d'autres montrent une dynamique de convergence, la plus part révèlent des écarts stables dans le temps. Mais les pays que nous considérons ont-ils une unité géographique aussi pertinente que nous voudrions bien le croire: les Espagnols sont plus catholiques que les Français, mais *quid* des Catalans, des Castellans, et des Andalous ? Lorsque nous disons que les Néerlandais sont plus tolérants que les Français, entend-on ceux du nord, plus souvent protestants, ou ceux du sud, plus souvent catholiques ?

Ce même problème se répète pour tous les pays européens, et pour la France même, où l'unité des valeurs est loin d'être si claire que la vision jacobine voudrait bien le faire entendre, parce que certaines parties du territoire sont fort différentes des autres. Les Français existent en tant qu'unité, pourvu qu'ils soient comparés à des peuples dont les valeurs sont réellement distinctes des nôtres: en

Wallonie, c'est encore la France, et ses valeurs, en Flandres, ce n'est plus la France, mais bien autre chose. La France est une unité lorsqu'elle est comparée au Danemark ou au Portugal; mais la France n'est plus guère la France lorsque l'on compare entre eux Bretons, Alsaciens ou Occitans, qui connaissent leur subtiles spécificités. Ces régionaux de France se distinguent les uns des autres, même s'ils forment une unité avec les autres Français, pourvu que nous comparions la France avec des populations plus différentes encore; l'unité ne peut se comprendre que dans la relativité des différences.

Ce que nous proposons ici est un aperçu des différences infranationales des pays d'Europe. Pour ce faire, nous avons découpé chaque pays en plusieurs entités géographiques distinctes — des Régions, des *Länder*, des *Autonomías*, etc. — d'une pertinence plus ou moins évidente selon les situations, selon le poids de l'histoire et des cultures locales, mais qui nous serviront à comprendre les diversités territoriales que les pays d'Europe ont à gérer, diversités que demain, peut-être, nous devons prendre en considération pour bien entendre que, sous le vocable d'Espagnols ou d'Italiens, nous ne savons guère mieux de qui il s'agit vraiment que lorsque nous parlons d'Européens.

Identités régionales inaccessibles ?

Il n'existe guère d'analyse sociologique sur les régions, les territoires — les "pays", dirait-on maintenant, ou de nouveau — qui ne fasse mention de l'"identité locale". Pourtant, l'"identité", locale, nationale, ou de quelque autre nature, n'est en rien une notion claire. Il s'agit là d'un syntagme étrange, omniprésent dans la littérature, mais diffus, discret, impalpable et furtif, dans les faits empiriques repérables.

Il y a identité, par exemple, lorsque la nation, renouant avec son drapeau, ses hymnes, ses symboles, se retrouve avec elle-même dans le partage d'un même sens collectif permettant l'inter-reconnaissance de chacun avec tous: une espèce de religion. C'est peut-être le cas, aussi, lorsque, sur le terrain, le sociologue est confronté à des propos tels que: "c'est comme cela qu'ils pensent, agissent, sont, mais nous, nous sommes autrement". Devant de tels faits, il y a identité. Malheureusement, ces faits sont extrêmement fugitifs, comme les différences entre la choucroute d'Alsace et celle du pays de Bade, mais seuls les gens du crû sont vraiment en mesure de voir la différence (Pfirsch, 1995). De tels faits ne peuvent guère apparaître que dans des monographies locales, faisant appel à des dimensions discrètes de l'existence (des manières de table, des fragments d'histoire locale, des accents particuliers,...), dimensions mal mesurables dans le cadre des recherches en profondeur sur l'espace européen pris comme totalité, et dans le cadre des enquêtes quantitatives.

Avant tout, le sociologue rencontre moins des *identités* que des *spécificités*, c'est-à-dire des éléments (des traits comportementaux, culturels, de caractère,...) mettant en évidence la différence entre telle population et les autres; si ces éléments permettent une inter-reconnaissance de cette population avec elle-même, peut-être alors est-ce l'objectivation d'un phénomène sous-jacent d'identité. Cette fameuse identité, souvent inaccessible, mais éternellement citée comme justification des autonomies ou des exigences de souveraineté politique, nous pourrions alors la définir comme un système cohérent de traits culturels et comportementaux permettant l'inter-reconnaissance d'un peuple, et fondateur de sa spécificité, c'est-à-dire de sa différence vis-à-vis des autres peuples.

Quelle est la "vraie" taille des régions ?

Au cours des dix dernières années, la *région* est devenue une problématique de premier plan des sciences politiques et sociales. Mais de quoi parle-t-on vraiment? Trois acceptions distinctes du terme ont tendance à se confondre dans les discours: la région au sens faible d'aire géographique; la région au sens administratif et politique; et la région comme territoire identitaire formant la substance de ce en quoi se reconnaît la population. L'ambiguïté qui prévaut le plus souvent en la matière conduit à manier sous un même mot des notions bien distinctes, permettant ainsi de subtiles brouillages de cartes.

C'est tout particulièrement vrai en France, depuis la Décentralisation, revirement organisationnel considérable au pays de la tradition jacobine. Cette décentralisation a donné naissance à un échelon local du politique, dont on ne peut nier qu'il reste un peu artificiel en de nombreux cas: bien-sûr en Alsace, Bourgogne, Bretagne, Corse, l'histoire peut être convoquée pour offrir une indubitable légitimité, mais que dire des Pays-de-la-Loire, de la Champagne-Ardenne, du tronçonnement de la Normandie et de l'Occitanie en éléments disjoints, de la présence en un même espace de l'Allier et du Cantal, ou encore de l'Ardèche et de la Haute Savoie; si ce découpage administratif est souvent fondé sur plus d'abstraction (et de nécessité d'un découpage cartésien) que de réalité, il faut voir pourtant que les autres découpages de la carte n'auraient guère mieux valu, simplement parce que nous n'avons pas de réponse à cette simple question: où cesse la Bretagne et où commence la Normandie, le Poitou, la Vendée?... La "vraie" taille, et les vraies limites de ces lieux auxquels s'identifient les populations — si vraiment elles s'identifient toutes à un territoire — est bien la question la plus insoluble, à laquelle nous ne pouvons donner *une* réponse, universellement vraie, parce qu'une région — au sens fort — se définit moins par son contour que par son contenu.

Pour atténuer les incertitudes sémantiques, nous utiliserons ici, exclusivement, le sens faible d'aire géographique, quand bien même ces aires rencontreraient

souvent la deuxième acception du mot — à savoir la région politique —, et parfois la troisième — véritablement identitaire¹.

Si nous recherchons néanmoins une solution pragmatique à cette question des identités locales, constitutives des "vraies" régions, au sens fort, nous pouvons procéder ainsi: en demandant aux habitants d'un lieu ce à quoi ils se sentent le plus appartenir. Pour la France, nous savons² les diversités étranges qui partagent le territoire entre une identité nationale³, régionale⁴, départementale⁵, ou encore communale. L'exemple Français montre combien le sentiment d'appartenance obéit à des causes accidentelles, aux vestiges du passé, à l'éloignement de grandes villes et des réseaux de transport, aux peuplements issus de forts courants de migrations intérieures...

Cette complexité des espaces géographiques se lit aussi dans d'autres pays. Certains territoires identitaires ont des limites et des frontières précises — c'est le cas de la Belgique, où l'on est allé rechercher jusqu'aux noms portés par les pierres tombales pour justifier les limites des territoires Flamands et Wallons —, mais le lieu est souvent mieux défini par des concentrations de minorités ethnico-linguistiques: les Tyroliens d'Italie, les Allemands de Liège en Belgique, les Frisons d'Allemagne et des Pays-Bas, représentent bien aussi ce type de population plus ou moins nettement spécifiques, géographiquement localisées sur des territoires infimes, à l'échelle européenne, mais dont l'identité est indubitable, ne serait-ce qu'en raison de leur langue maternelle faisant de ces peuples des minorités repérables. Lorsque l'on se rapproche de la carte, lorsque

¹Le découpage opéré dans l'enquête de 1990 — l'année 1981 du sondage ne comportait pas de code de région, interdisant ainsi une approche locale de l'enquête — consiste en l'éclatement de chaque Etat en zones géographiques que nous appellerons régions; ces régions sont au mieux représentatives des réalités, sous la contrainte de disposer de suffisamment d'individus dans chaque zone géographique: une centaine d'individus étant la taille minimale des échantillons que nous pouvions tolérer; pour cette raison, nous avons dû agréger certaines régions limitrophes, ce qui peut avoir pour effet de diluer des structures locales importantes. Le faible taux de sondage de la France interdisait d'isoler un nombre trop important de zones géographiques. En revanche, les autres pays permettent de considérer un nombre plus important de territoires différents, avec une meilleure représentativité. Par ailleurs, les trois nations scandinaves (Danemark, Norvège, Suède) n'étaient pas régionalisées. L'Irlande du nord et le Luxembourg n'ont pas été interrogées.

²L'Observatoire Interrégional du Politique (OIP, centre de recherche CNRS-FNSP) nous fournit en effet des informations irremplaçables sur les diversités régionales et départementales de la France, notamment pour ce qui concerne le sentiment d'appartenance.

³Les régions nourries de grands flux migratoires, comme le Bassin parisien, le Lyonnais et la Provence, dont une moitié de la population est née hors de la région, ont plutôt le sentiment d'appartenir à la France qu'à leur localité.

⁴La Bretagne, l'Alsace, le Nord, l'Occitanie, régions excentrées dont les fondations historiques ou sociales sont distinctes de celles du reste la France.

⁵La Vendée, les Vosges, la Creuse, l'Ardèche, la Lozère, l'Ariège, le Finistère. Ce sentiment d'appartenance au département a des raisons historiques évidentes dans certains cas, la vie commune à l'écart des grands centres de décision nationaux et régionaux peuvent en être d'autres). Il reste que le cas de la Vendée est explicite de ce fait: ce que nous entendons par régionalisme ne répond pas nécessairement au découpage administratif des régions, puisque certains départements (mais aussi des territoires dont la taille est bien inférieure) sont caractérisés par un sentiment d'identité, une communauté et une unité culturelle, historique, et économique, que nombre de régions n'ont pas...

le territoire est regardé plus finement, à la loupe, de place en place, toute une richesse de spécificités se révèle. La "vraie" taille, universelle, de la région à laquelle l'individu s'identifie n'obéit à aucune règle susceptible d'être énoncée pour l'ensemble de l'Europe: ces dimensions vont de la taille d'un *Land* allemand, à celui de bastions, d'archipels, et de réduits territoriaux, comme ce peut être le cas des Liégeois de langue allemande, à l'Est de la Wallonie. Il n'y aurait alors guère plus de sens à vouloir découper le territoire européen en 50 ou 150 régions de la taille d'un *Land* qu'il n'y en avait naguère à fragmenter la France en une centaine de départements, qui parfois faisaient sens, et parfois étaient la conséquence de l'arbitraire le plus pur.

Ce diagnostic d'émiettement de chaque Etat européen en espaces identitaires de dimensions variables, inspiré par l'observation de volontés et de réalisations politiques et institutionnelles, mais aussi de micro-conflits multiples — dont certains soulignent les risques de conflagration de quelques Etats européens —, n'a connu, pour l'heure, aucune tentative de validation sociologique ou culturelle systématique⁶, si ce n'est l'ouvrage remarquable d'Emmanuel Todd (1990) sur la diversité des modèles familiaux dans les régions d'Europe, et leurs implications sur les sociétés européennes. Nous aborderons ici les éléments nous permettant de comprendre quels sont les clivages lisibles sur la carte des valeurs en Europe; ce parcours nous permettra d'évaluer l'homogénéité infranationale des Etats européens, et de voir ce que ces différences nous apprennent sur la dynamique des territoires et de la culture que portent leurs populations.

Le sentiment d'appartenance au local et au national

Le sentiment d'appartenance (à la commune, à la région, au pays tout entier, etc.) permet de repérer, selon les cas, les clivages qui peuvent s'opérer autour de la représentation de la communauté civique pertinente. En l'espèce, nous avons considéré séparément, d'une part, le sentiment d'appartenance à la commune et à la région (que nous avons agrégé, puisque le sentiment d'appartenance à la communauté civique locale, telle qu'elle s'exprime, s'incarne, selon les cas, dans

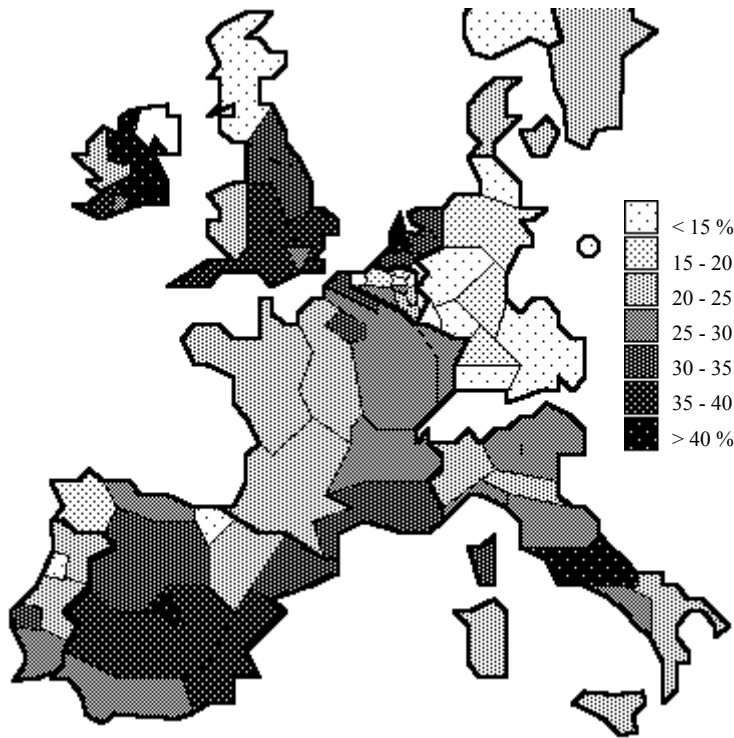
⁶Par systématique, nous entendons: ayant la prétention de couvrir la plus grande partie de l'espace de l'Europe occidentale. Les recherches sociologiques systématiques sur l'ensemble des sociétés nationales d'Europe sont déjà peu nombreuses (moins nombreuses qu'on ne pourrait le souhaiter) et rencontrent un écho relativement faible dans le grand public: même si (Mermet 1989) a connu un tirage assez important, des ouvrages tels que (Scardigli 1987) ou (Mendras et Reiller 1990) ne sont connus que des spécialistes. On constate par ailleurs le peu de place qu'occupe l'Europe dans les magazines de vulgarisation des sciences sociales, signe du dédain d'une large proportion du public cultivé pour les questions européennes et les modes de vie des concitoyens d'Europe. Pour la diversité régionale des pays d'Europe, la situation est plus médiocre encore, puisque, hors de l'ouvrage de Claude du Granut (1994) sur les statuts juridiques comparés des régions d'Europe, et celui de Scardigli (1993), sur la comparaison sociologique de quatre métropoles européennes, on ne trouve guère d'ouvrage d'importance majeure.

l'une comme l'autre forme) et, d'autre part, le sentiment d'appartenance à la nation⁷. Ces cartes permettent de repérer les régions d'Europe où la nation est reconnue par le citoyen comme lieu d'identification. La partie germanique de l'Europe se caractérise par un moindre sentiment d'appartenance du citoyen à leur pays respectif⁸: le ciment de l'Etat n'est pas la symbolique du national comme lieu d'identification. Pour l'Allemagne, les séquelles de la première moitié du siècle peuvent justifier cette situation. Pourtant, cette défaveur à l'égard de ce sentiment d'*appartenance* à la nation se retrouve aussi dans les pays scandinaves. Une hypothèse — que rien ne démontre pour le moment —, correspond à la possibilité d'un lien différent avec la collectivité : dans les pays germaniques, le lien n'est pas le lieu sublimé en nation (d'où le *jus soli*), mais le peuple qui, par définition, n'est ni territorial, ni institutionnel. Il serait alors inutile — ou dénué de pertinence — de se sentir appartenir à la nation allemande, danoise, suédoise, etc. puisque l'on *est* cette nation — d'où le *jus sanguini*.

1. Carte du sentiment d'appartenance au pays (nom de l'Etat: France, Italie, etc.)

⁷Les autres modalités de réponse de l'enquête étaient l'Europe, qui ne représente un lieu d'appartenance que pour une infime minorité d'européens, sauf à Bruxelles, Paris, et Berlin; le sentiment d'appartenance au monde (qui est le fait des grandes capitales, mais aussi de nombreuses régions d'Italie); ou enfin, le sentiment de n'appartenir à rien du tout: c'est avant tout une réponse spécifiquement allemande (de 10 à 20 % des réponses dans les différents *Länder*). Ces réponses donnent à méditer sur à l'interdit d'identification à la nation qui planait encore dans l'Allemagne de 1990.

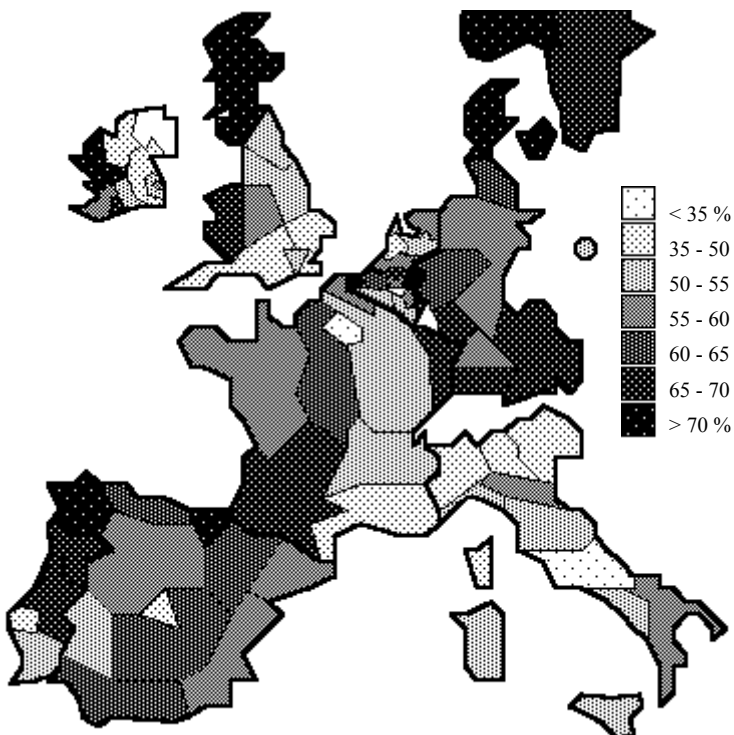
⁸Mais il faut noter que, comme nous le verrons plus loin, un moindre sentiment d'appartenance au pays ne signifie pas pour autant l'inexistence d'une culture germanique cohérente et homogène, non plus qu'une délitescence du lien civique: les Allemands se caractérisent, en effet, *et* par un moindre sentiment d'appartenance à la nation, *et* par des valeurs spécifiques et homogènes selon les régions, *et* par un plus grand respect pour la sphère civique.



Source : EVS

Note: question : "parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout?" ; réponse : "la ville, la localité, le canton où vous habitez" et "la région, la province, le département".

2. Carte du sentiment d'appartenance à la localité (commune, region, etc.)



Source : EVS

Note: question : " parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout? " ; réponse : " Le pays tout entier (la France, l'Espagne, l'Italie, etc., [selon le pays de passation du questionnaire]) " .

En France, on distingue bien les différences entre l'est et l'ouest: l'est de la France est une zone de migrations intra- et inter- nationales où la symbolique du national comme lieu d'appartenance trouve sa justification dans ce moindre enracinement des populations. La nation est alors un enracinement de seconde instance. Pour l'ensemble des autres pays d'Europe, plusieurs structures se précisent: la capitale d'Etat fait le plus état d'un sentiment d'appartenance au pays tout entier — on retrouve cette régularité dans les trois pays des péninsules latines, en Irlande, mais aussi aux Pays-Bas. L'Angleterre est la seule à adhérer très majoritairement à l'idée de Royaume-Uni, contre les Ecossais et les Gallois, plus localistes. Quant à l'idée de la Belgique, elle est plus repoussée par les Flamands, et ne convainc guère les Wallons, qui préfèrent appartenir soit à l'Europe, soit au monde.

Le sentiment d'appartenance à la localité, est à peu de choses près le négatif de la carte du sentiment d'appartenance à la nation (la différence étant les variations des réponses résiduelles: le sentiment d'appartenance à l'Europe, au monde ou encore à rien) ; outre la particularité des pays scandinaves, on remarque le sud de l'Allemagne (ainsi que l'Est de la France, même si les effectifs sont trop faibles pour en déduire une proximité culturelle avec le Bade-Wurtemberg), et les régions ou nations excentrées des grands Etats, où le sentiment d'appartenance au local est plus important. Par ailleurs, le Pays-Basque espagnol (bien plus que la Catalogne, où le sentiment d'appartenance à l'Espagne est à peine inférieur à celui de la Castille, montrant ainsi que les élites locales peuvent parvenir à exprimer politiquement un sentiment d'identité que la population partage moins qu'elles ne le croient), la Galice, le nord du Portugal, dans une certaine mesure, l'Emilie-Romagne, et bien-sûr l'Ecosse et les Pays de Galles, sont essentiellement localistes.

Universalisme et localisme des valeurs

La région est une dimension parmi d'autres des diversités humaines, la catégorie sociale, le niveau d'éducation, l'âge ou la génération constituant d'autres éléments d'identification sociale, plus ou moins indépendants des terroirs. Cette dimension de l'identification est néanmoins cruciale, puisque, contrairement au diplôme ou la catégorie, la région n'est pas simplement un élément de l'identité (au sens où, par exemple, les personnes de même niveau de diplôme sont, et se savent être, confrontées à un univers de potentialités comparables), mais encore

la scène où se joue la vie sociale, et, souvent, le lieu-même de la socialisation, dès la naissance — sauf pour les migrants. Rappeler cette réalité n'est pas en évaluer l'importance.

La méthode appropriée est le repérage systématique des questions qui différencient les régions les unes des autres, chaque élément territorial étant considéré comme une entité distincte, portant ou exprimant une culture et des valeurs *a priori* siennes. En effet, certaines valeurs sont communes à l'ensemble de l'Europe et ne *clivent*, par conséquent, aucun élément du territoire européen contre les autres. Ces questions révèlent les lieux de consensus commun à tous, sur lesquels existe un accord universel (ou du moins, européen). Pour d'autres valeurs, les choix sont antinomiques, le consensus de certaines régions pouvant s'opposer radicalement à d'autres, couvrant ainsi l'entièreté du champ des possibles.

Quelques consensus européens

- chacun déclare accorder au moins "une certaine confiance" aux membres de sa famille (88% à Berlin ouest à 99% dans la plupart des comtés de République d'Irlande);
- tous les Européens réfutent l'idée que la vie n'a pas de sens (seuls l'Ile-de-France et le sud du Portugal fournissent près de 10% de réponses nihilistes);
- même chose pour le refus de l'action violente révolutionnaire comme mode d'action politique (Belges liégeois de langue Allemande, dont la présence en Belgique est un accident de l'histoire, et Bassin Parisien Est atteignent 12% de réponses favorables à cette motion);
- le refus est universel de l'idée selon laquelle le travail est "une simple transaction commerciale, et que plus on est payé, plus on en fait" (Liégeois-germanophones et Calabrais sont bien les seuls à répondre positivement à près de 20%);
- la famille idéale compte au moins deux enfants pour la quasi-entièreté de l'Europe; la famille idéale (collectivement suicidaire) à zéro ou un enfant au plus est appelée de ses vœux par 13% des Hollsteinois, et des habitants des Länder de Hesse et de Bavière, 12% dans les Asturies, et en Emilie-Romagne, 11% des habitants de Lisbonne et de Westphalie. Le suicide démographique, s'il est pratiqué par certaines régions, n'est donc le vœu d'aucune.

Quelques clivages européens

- la reconnaissance de l'appartenance au catholicisme, si on exclue les pays scandinaves, où il est quasi-nul, passe de 5% en East Anglia pour culminer à 98% dans les comtés de République d'Irlande; l'appartenance au protestantisme, de 0% (dans le sud méditerranéen) à 87% en Norvège et à 70% en Schleswig-Hollstein.
- les Hollsteinois sont 4% à pratiquer hebdomadairement leur religion, et 89% des habitants du comté de Limerick (Irlande).
- la volonté de changer de système économique séduit 22% des Hollsteinois et 91% des Piémontais.
- près de 11% des Hollsteinois croient en un Dieu personnel, et 87% des habitants du nord du Portugal.
- l'idée que les femmes, pour être satisfaites, ont besoin d'avoir des enfants, convainc 8% des Amsterdamois, et 80% des habitants de l'Est du Bassin parisien.
- celle que homme et femme doivent contribuer aux ressources du ménage varie de 5% de la population (comté de Cork, en Irlande) à 87% (région Centre du Portugal).
- le paradis n'existe que pour 13% de Hollsteinois, et pour 92% des habitants du comté de Wexford (Irlande).
- près de 12% des Basques-Espagnols sont très fiers... d'être Espagnols, et 82% des habitants de la banlieue de Dublin éprouvent une grande fierté à être Irlandais.
- en cas de guerre, 12% des liégeois germanophones sont disposés à défendre leur pays (la Belgique) et 85% des Norvégiens, 82% des Danois, 74% des habitants du comté de Wexford (Irlande).
- les Andalous sont 10% à avoir signé une pétition de protestation politique, et 80% des habitants du sud-ouest de l'Angleterre.
- le suicide est un acte injustifiable pour 20% des Parisiens, et pour 83% des habitants de l'Extrémadure, la région la plus reculée d'Espagne.
- la famille à trois enfants au moins est l'idéal de 15% des habitants d'Emilie-Romagne, de 74% de ceux du comté de Donegal (Irlande), suivis de ceux de la région Rhône-Alpes, plus fort niveau de réponse après l'Irlande (54%). Ce n'est qu'un extrait du catalogue que nous pourrions longuement développer.

Les régions Européennes partagent donc certaines valeurs (révélant peut-être, pour certaines d'entre elles, une universalité humaine de certaines normes sociales), et se séparent sur d'autres, soumises à l'esprit local; ces questions mettant en évidence un fort clivage sont lourdes de conflits potentiels, où les sud profonds et l'Irlande occupent souvent une extrémité, et l'Allemagne du Nord, la

Scandinavie l'autre: l'unification de l'Europe, de Paris, est vue comme possible, puisque nous avons depuis longtemps délaissé la religion catholique romaine confessante comme coeur de notre identité collective, identité remplacée plutôt par la culture ou le culte de la tolérance et du libre choix religieux (Donegani 1993); l'image que nous donne l'ensemble des capitales européennes correspond au moins partiellement à cette vision des choses; pourtant, l'unification européenne n'est pas seulement l'intrication de systèmes économiques, c'est aussi la confrontation au sein d'un même ensemble de régions profondément ancrées dans un catholicisme que la France a depuis longtemps délaissé, et de régions protestantes dont l'identité et les réflexes idéologiques sont pour l'heure antinomiques des régions catholiques confessantes.

L'analyse des différences régionales

Dans certains pays d'Europe, l'ensemble des territoires étudiés fournissent des réponses semblables ou identiques, et le particularisme local n'agit pour ainsi dire pas dans la fabrication des valeurs; dans d'autres pays, les clivages infranationaux sont considérables, et la nation n'existe guère que de nom. Au mieux s'agit-il alors d'un Etat. Ce constat est de nature à nous faire comprendre ce qu'est une nation.

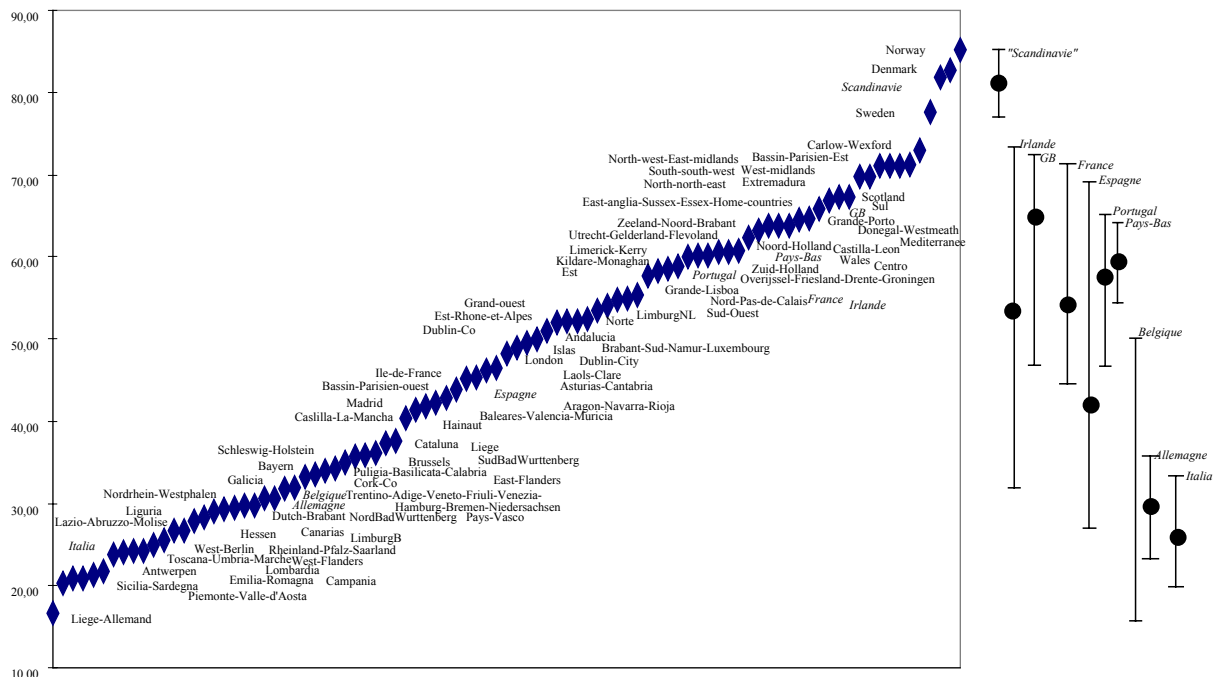
L'exemple de l'intention, en cas de guerre, de se battre pour son pays est particulièrement représentatif de cette réalité (figure 3). Dans certaines régions, cette intention est presque unanime (c'est le cas des pays scandinaves en général, de la Grande Bretagne, exception faite de Londres et de sa région, du sud du Portugal, où plus de 70% des citoyens défendraient le pays). Pour d'autres régions, la défense du pays ne compte pas: c'est le cas des Belges Liégeois de langue allemande, de la plupart des régions italiennes et allemandes, où l'intention de défendre le pays ne dépasse pas 30%⁹, mais aussi de la Belgique flamande. Quel que soit le *niveau moyen* de réponse de chaque nation, certaines régions se détachent clairement de la moyenne nationale, au point que la variabilité *infranationale* est un indicateur exemplaire de l'existence de valeurs régionales déviant de la culture nationale. Au regard de la défense du pays, l'Italie et l'Allemagne forment un ensemble homogène de régions déliées de l'esprit de défense¹⁰, et les Pays-Bas (et, dans une moindre mesure, la France et

⁹Le retour de la légitimité de la nation allemande, reconnue internationalement après un demi siècle de mise à l'épreuve, pourrait, à l'avenir, modifier à la hausse l'adhésion à l'esprit de défense du pays.

¹⁰Il est certain que les causes de ce défaut d'esprit de défense a des origines différentes en Italie et en Allemagne: pour l'Allemagne, les séquelles du passé en sont certainement la cause; pour l'Italie, nous pourrions plutôt imaginer l'absence de sentiment d'un bien national partagé, comme l'atteste le peu de confiance que les Italiens prêtent à leurs concitoyens.

la Grande Bretagne), se distinguent par une adhésion, par comparaison, forte et homogène à la volonté de défendre le pays.

3. L'intention de se battre pour le pays



Source : EVS.

Note: question : "Naturellement, nous espérons tous qu'il n'y aura pas d'autre guerre ; mais si cela arrivait, seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays ?" ; réponse : "Oui". La figure représente les pourcentages de réponses dans chaque région. A droite de la figure se trouve la moyenne de l'Etat d'Europe (représentée par un point), ainsi que les régions les plus extrêmes du pays considéré. Cette représentation permet de constater l'homogénéité ou l'hétérogénéité de chaque pays au regard de la question posée.

En revanche, l'Espagne, la Belgique et l'Irlande montrent de fortes disparités infranationales: l'Espagne de l'Extrémadure et de la Castille défendraient le pays, et le Pays Basque, les Iles, la Galicie ou la Catalogne ne participeraient pas; chez les Belges, les régions wallonnes mesurent moins leur adhésion que les régions Flamandes, refusant plus souvent de défendre le pays; le cas de l'Irlande est particulier, en cela que les conflits d'Irlande du Nord font de cette question non pas un indicateur de l'adhésion à l'idée de nation, mais aux réalités des violences rémanentes: les villes et la façade est (pourtant le plus gaélicophone) réservent leur adhésion, et les autres régions défendraient le pays.

Ces constats nous incitent à comprendre la région comme une structure qui se superpose au pays, de façon variable selon les Etats d'Europe: certains de ces Etats forment des nations, reconnues par tous les concitoyens, et d'autres

forment des ensembles disparates, admis par certaines régions, refusés par d'autres. Pour systématiser cette mesure des disparités infranationales, nous avons sélectionné, parmi 280 questions élémentaires de l'enquête de 1990, les 77 items pour lesquels nous obtenons les clivages infra-nationaux les plus importants¹¹.

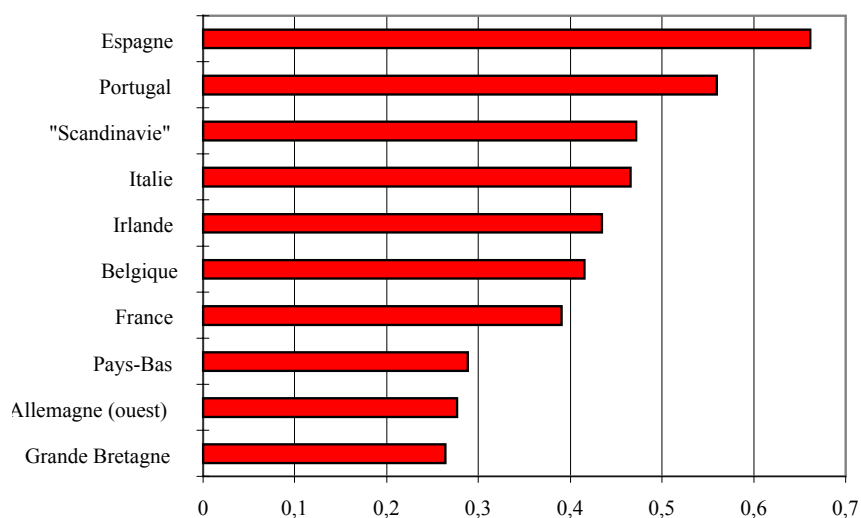
Plus de la moitié de ces questions clivantes sont relatives à la religion et aux interdits moraux étroitement liés aux normes prônées par les Eglises (avortement, suicide, euthanasie,...). Les autres questions clivantes ont trait à la famille, aux qualités à enseigner aux enfants, aux liens entre féminité et travail, à la confiance envers les institutions...

Ces questions clivantes permettent de construire un indicateur synthétique (figure 4) de disparité infranationale¹² des pays européens, dont la valeur est d'autant plus forte que les pays concernés sont composés de régions dont les valeurs sont différentes des autres; en revanche, un pays homogène, dont les valeurs sont identiques dans l'ensemble de ses composantes infranationales, sera caractérisé par un indicateur proche de zéro. Il met en évidence l'homogénéité culturelle de la Grande-Bretagne, malgré son statut plurinational, de l'Allemagne et des Pays-Bas: nous avons là l'exemple d'une culture nationale homogène. Les pays de tradition religieuse mixte, où protestants et catholiques cohabitent, sont donc parvenus à intégrer, au delà de ces disparités religieuses, l'ensemble de leur territoire dans une même structure nationale; Ecossais et Gallois — malgré leur sentiment d'appartenance à la localité —, Allemands du nord et du sud — malgré les différences très nettes de pourcentages de protestants et de catholiques —, Frisons, amsterdamois et limbourgeois, historiquement fort différents, ont été fondus dans une unité visiblement infrangible; ce que n'a pu faire la religion, la nation y a pourvu.

4. indicateur de diversité interrégionale

¹¹ Il apparaît que 80 % des questions de l'enquête révèlent des différences régionales sont significatives, ne serait-ce que faiblement. Ces différences régionales sont révélées par les différences de réponses selon les régions, une fois tenu compte de l'effet national (variance résiduelle, tenu compte de la variance nationale). Nous avons sélectionné pour l'analyse les 77 questions ayant le plus fort effet région.

¹²Cet indicateur, pour chaque pays, est le rapport de moyenne de la variance infranationale des 77 indicateurs par la moyenne de la variance globale de l'Europe. Cet indicateur vaudrait 1 pour un pays théorique composé de régions européennes choisies aléatoirement. La diversité de l'Espagne (comme du Portugal) équivaut donc à plus de la moitié de la diversité européenne totale.



Source : EVS

Note : L'indicateur de diversité interrégionale est le rapport de la variance moyenne (sur les 77 indicateurs) des régions de chaque Etat européen par la variance moyenne de l'ensemble des régions européennes. Par construction, l'indicateur vaudrait 0 pour un pays constitué de régions rigoureusement identiques, et 1 pour un pays constitué de régions tirées aléatoirement au sein des régions d'Europe. "Scandinavie" représente les différences au sein du pays théorique constitué de l'ensemble (Danemark-Norvège-Suède) ; ce pays théorique permet de constater les divergences internes des trois pays du sud latin, puisqu'ils connaissent des différences infranationales aussi prononcées que l'utopique "Scandinavie" en a entre ses trois Etats respectifs.

L'hétérogénéité britannique ou allemande apparaît donc considérablement surévaluée chez les différents observateurs, puisque la France jacobine et centralisatrice n'est pas parvenue à un tel stade d'uniformisation et de convergence de la culture de ses provinces¹³.

Une carte des cultures européennes

Une telle analyse des hétérogénéités nationales ne doit pas nous dispenser de comprendre ce qui fait le clivage des régions d'Europe. L'ACP (voir encadré) des

¹³De fait, le centralisme jacobin qui a fait l'histoire de la France a une origine: le défaut initial d'homogénéité du territoire, qu'il a fallu assembler sous la même autorité politique et culturelle à laquelle nous sommes au moins partiellement parvenus.

77 questions les plus clivantes des régions permet de dresser la topographie de ces clivages.

Un premier axe, qui représente 38% de la variance totale de l'ensemble des questions, sépare les régions ancrées dans la grande tradition catholique contre les régions culturellement laïcisées, ou, pour reprendre la terminologie appropriée de Yves Lambert (1994) oppose le modèle du catholicisme confessant à celui de l'humanisme séculier. La plupart des indicateurs religieux (pratique religieuse, la croyance en Dieu, au Paradis, à la résurrection des morts,...) clivent les deux modèles de régions, tout comme les thèmes d'adhésion aux (ou de refus relatif des) normes morales traditionnelles¹⁴. C'est aussi l'opposition entre la famille à deux enfants maximum contre celle, traditionnelle, à trois au moins. Nous constatons donc la cohérence de ces modèles de valeur: l'ancrage, d'un côté, dans la religion, la famille, les normes morales telles qu'elles furent de toute éternité, contre, d'un autre côté, le déclin religieux, l'affaiblissement de la prégnance des interdits, les nouveaux modèles familiaux.

L'analyse est enrichie lorsque nous considérons les régions et les pays qui s'opposent. Le premier axe, en effet, met en évidence le clivage entre les régions ancrées dans le catholicisme traditionnel (l'entièreté de la République d'Irlande et l'ensemble des régions peu développées du Sud de l'Europe telles que l'Extrémadure, le nord et les Iles portugaises, et le sud Italien, à partir de Naples), contre les régions les plus développées économiquement, tout particulièrement les mégapoles et capitales d'Etat (Berlin, Amsterdam — Noord-Holland —, Londres, l'Ile de France et Bruxelles sont en pointe, au regard des autres régions de leur pays respectifs); devant les formes morales traditionnelles, où le respect des interdits est lié à un ancrage dans l'observance religieuse, le mot de Max Weber s'applique toujours: "la ville rend libre", tout au moins au regard des normes morales traditionnelles.

Le deuxième axe, moins bien représenté, et ne recueillant que 11% de la variance du nuage de points, oppose des thèmes de confiance en les institutions nationales, internationales et envers les concitoyens, opposés à des thèmes situés à la jonction entre famille et travail ("pour être satisfaite, une femme a besoin d'avoir des enfants", "en cas de rareté des emplois, la priorité est aux hommes", "apprendre aux enfants l'application au travail", "obliger les chômeurs à prendre tout type d'emploi"). Si le premier axe avait un sens "en soi", ce deuxième axe ressemble bien plus à une liste prévertienne, dont le sens est plus secret. Ce sens plus secret, l'analyse des régions clivées nous permet de le restituer. Il oppose en effet des éléments de valeurs latines: dévaluation et moindre confiance en les institutions, faible confiance en les concitoyens, statut de la femme plus traditionnel — "pour être satisfaites, les femmes ont besoin d'enfants", "en cas de rareté des emplois, la priorité devrait être aux hommes" —, préférence pour la

¹⁴Les régions catholiques confessantes adhèrent à ces normes, les régions laïcisées les repoussent.

manifestation comme mode d'action politique, contre les valeurs nordiques que sont la confiance civique en les institutions, une moindre tolérance pour les incivilités égoïstes (garder de l'argent perdu, obtenir des indemnités indues) que pour les manquements aux grands principes moraux prônés par l'Eglise catholique (suicide, avortement, homosexualité, prostitution); par ailleurs, un élément essentiel de la culture civique nordique est la participation à l'esprit de défense: se battre pour le pays est bien le symptôme caractéristique d'une moindre défiance envers le sphère civique, à laquelle la latinité fait défection.

5a. Cercle de corrélation

5b. Plan principal

La combinaison des deux axes (voir figures 5a et 5b, qui s'analysent directionnellement par rapport aux centres) fournit un plan¹⁵ illustrant, en première approximation, les proximités et les distances entre régions européennes. Il met en évidence, en particulier, l'hétérogénéité interne (infranationale) des différentes nations. Certains pays, ceux du nord en général, montrent une forte homogénéité interne: les différentes régions semblent avoir "appris la leçon" à une source commune de la culture et des valeurs; interroger une région, c'est interroger n'importe quelle autre. Les péninsules latines, en revanche, montrent un étalement extraordinaire; en Espagne, par exemple, du Pays Basque ou de la Catalogne jusqu'à l'Extrémadure, la distance culturelle est celle qui sépare la Grande Bretagne de l'Irlande: ce sont deux mondes distincts des valeurs. Le même phénomène se lit en Italie, entre l'Emilie-Romagne (la "troisième Italie" du miracle post-industriel, Bagnasco et Trigilia (1993) contre Naples, la Calabre et la Sicile. Le Portugal connaît le même déchirement entre Lisbonne (et le sud du Portugal) contre le nord et les îles, ancrés dans une grande ferveur catholique, et fort éloignés des courants de sécularisation. Comment orienter un choix politique lorsque des régions s'opposent à ce point sur des valeurs fondamentales, qui ne sont pas sans conséquence sur les comportements et les décisions politiques ressentis comme légitimes?

modernité, sécularisation, générations, PIB et politique

¹⁵Ces deux axes synthétisent donc la moitié de la diversité européenne. Le reste de la diversité régionale se répartit sur 75 axes résiduels.

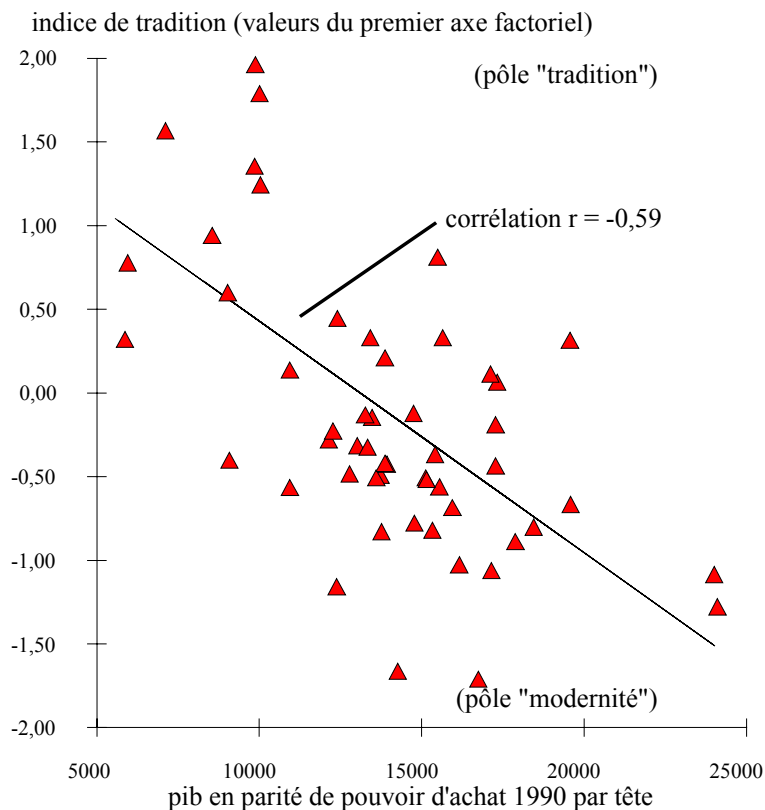
La plupart des analyses factorielles portant sur les valeurs fait apparaître comme premier axe (et donc comme clivage de première instance) l'opposition entre un modèle "traditionnel" et un modèle "moderne", pour dire vite. Même si une telle terminologie peut effrayer par son schématisme, il ne semble pas que l'on puisse vraiment en trouver de meilleure.

Cet axe factoriel constitue une extraordinaire régularité sociale, mais aussi un problème sociologique majeur, simplement parce que, au delà de son apparente universalité (en tous cas, depuis quarante ans, et pour l'ensemble des pays occidentaux connus), cet axe contient une information d'une extrême richesse, que l'on peut relier à de nombreux phénomènes distincts. Déclin de la pratique et des croyances religieuses instituées, des interdits moraux qui les accompagnent, tolérance, idéologies et sentiment d'appartenance politique à gauche, sont en général constitutifs de cet axe, comme l'ont montré ici Olivier Galland et Yannick Lemel, mais aussi (Chauvel 1994), mais encore (Eysenck 1954), et bien d'autres encore.

Par ailleurs, cet axe est très régulièrement relié aux âges et à la succession des générations. Il permet de décrire synthétiquement la succession des pays et des régions d'Europe selon leur degré de laïcisation, et n'est pas sans lien avec l'efficacité économique des régions (voir figure 6 ci-dessous), efficacité mesurée par le PIB en standard de pouvoir d'achat. Tout porte donc à conclure que cet axe, proche de l'axe de "sécularisation" de Yves Lambert, exprime en quelque sorte le "sens de l'histoire" sociale, en tout cas pour l'histoire contemporaine de l'Europe.

Pourtant, nous sommes bien en peine d'expliquer (plutôt que de décrire) pourquoi ces phénomènes semblent si régulièrement reliés les uns aux autres. Existerait-il des stades de l'histoire religieuse qui correspondraient aux stades de l'histoire économique et sociale des nations? Le maintien d'un fort ancrage religieux dans l'économie la plus efficace au monde — les Etats-Unis — nous pousserait à relativiser cette idée. Cette évolution régulière vers la "modernité" est-elle une tendance irréversible? La géopolitique contemporaine, notamment pour les pays musulmans, et l'histoire nous pousseraient à dire que la croyance en l'universalité des évolutions occidentales de l'après seconde guerre mondiale n'est qu'une illusion d'optique. Par ailleurs, si réversibilité il y a (comme ce peut être le cas pour le renouveau du fondamentalisme en Algérie, qui pourtant avait précédé ses voisins sur la voie de la laïcisation), nous ne savons pas, non plus, si elle est durable ou transitoire.

6. corrélation entre premier axe factoriel (tradition-modernité) et PIB



Il nous manque, pour conclure sur les multiples phénomènes tendanciels que révèle cet axe, un Max Weber contemporain, qui nous expliquerait les liens subtiles entre déclin de la pratique et des interdits religieux, succession des générations, PIB et politique.

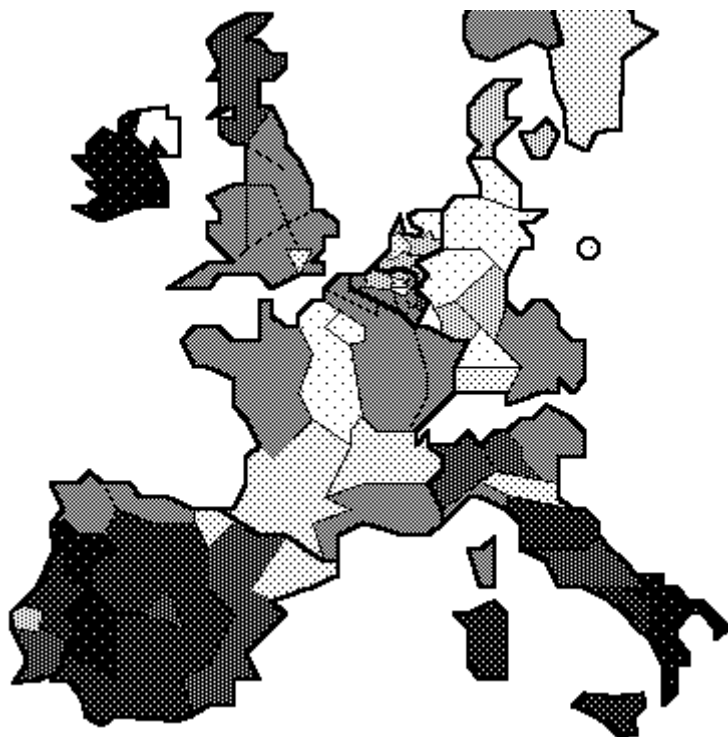
La représentation fournie par l'ACP nous invite à reconsidérer un certain nombre d'*a priori*, à commencer par l'Irlande, qui, malgré un ancrage remarquable dans la grande tradition catholique *romaine*, n'est pas, pour autant, un pays du *sud latin*, au regard de ce que nous voyons sur notre plan factoriel: l'Irlandais, situé dans la partie haute à droite du plan principal, de par sa confiance en ses institutions, son esprit de défense et la confiance en ses concitoyens, est un pays du nord à côté de la Grande Bretagne, des pays scandinaves et des Pays-Bas; il ne s'intègre pas aux péninsules méditerranéennes, et ne possède rien de ce tempérament anti-institutionnel, défiant et incivique propre à la latinité. L'influence que l'Angleterre put avoir dans le passé est vraisemblablement la cause de cette situation.

L'ensemble des régions constitutives des nations nordiques (Grande-Bretagne, Pays-Bas, et, dans une moindre mesure, Allemagne) mettent en évidence des "tirs groupés", où les régions sont bien rassemblées les unes avec les autres. Il

existe une forte homogénéité du territoire. L'Allemagne se distingue par un léger allongement entre les *Länder* les plus massivement protestants (notamment, le Schleswig-Hollstein), et la Bavière, massivement catholique; pourtant, cet allongement ne doit pas être surévalué: le Schleswig n'est pas le Danemark, et la Bavière n'est pas le Trentin ni la Vénétie. L'Allemagne est bien une nation, qui dicte, à chaque *Land* (de l'ouest), au delà des différences religieuses, une même vision du monde.

La France est, comme attendu, un intermédiaire entre l'Allemagne et les péninsules latines. Reste la configuration inattendue de la Belgique: il n'existe guère de rupture visible entre Flamands et Wallons. Même si ce pays est en situation de divorce de deux communautés linguistiques, rien ne transparaît sur le plan: la Belgique ne semble pas être un pays hétérogène. Les Flamands, dont la langue est proche de celle des Néerlandais, ne s'assimilent en rien aux habitants des Pays-Bas; l'Histoire peut être convoquée pour expliquer cette étrangeté: la scission sur une base religieuse, sous Charles Quint, entre Pays-Bas, acquis au protestantisme, et Belges-Flamands, unanimement catholiques, a rejeté le Flamand belge dans le destin commun aux pays latins romains et catholiques. Les Belges, de quelque langue que ce soit, devaient donc assumer la culture du message catholique romain, d'une part, et la culture insufflée par la Wallonie, de l'autre, qui fut pendant un siècle la source de la culture dominante. La Belgique, vue au travers de cette ACP, apparaît comme culturellement homogène, en première instance, au même titre que la France. Si conflit il y a, c'est hors du plan tracé par ces deux axes factoriels.

7. Carte de la modernisation des valeurs



Source : EVS.

Note : Du plus foncé ("traditionnel") au plus clair ("moderne"), les régions rangées par groupe de dix selon leur position sur l'axe 1.

Cette ACP nous fournit alors une vision des diversités régionales, qui tranche avec le point de vue de l'identité des régions: elle nous permet de restituer les deux pôles majeurs des différences entre les territoires infranationaux de l'Europe, entre l'Europe des régions de grande tradition catholique et l'Europe laïcisée (voir figure 7¹⁶), d'une part, et d'autre part la distinction entre l'Europe civique du nord et l'Europe latine. Quel est l'enseignement de cette ACP, pour l'avenir de l'Europe? Il est double. D'une part, alors qu'en France la question religieuse a perdu une grande part de son caractère conflictuel (même si la pratique religieuse et la croyance en Dieu est encore un élément du clivage entre droite et gauche), le champ de tension entre une Europe où le catholicisme traditionnel est fermement installé et une Europe laïcisée ne saurait que croître. L'Espagne (écartelée entre l'Extrémadure et le Pays-Basque) et l'Italie (entre l'Emilie-Romagne et le Mezzogiorno), pourront réserver des surprises quant à l'acceptabilité de modèles religieux extraordinairement différents de ceux qui prévalent dans les régions les plus développées de l'Europe. D'autre part, les tensions qui pourraient naître de l'opposition entre les deux sphères civiques, la nordique et la latine, pourraient aussi susciter des difficultés majeures; les pays

¹⁶Cette carte ressemble à la plupart des cartes de l'appartenance religieuse établies par (Marin et Rivière 1994).

du nord se caractérisent en effet par des valeurs de respect des institutions et de confiance en les concitoyens, ce que le sud latin ne conçoit guère.

Quels regroupements régionaux ?

Comment les régions d'Europe se regroupent-elles en des ensembles homogènes quant aux valeurs de leur population ? Un tel regroupement par proximité de valeurs permet-il de recomposer les ensembles nationaux respectifs, ou bien conduit-il sur une autre configuration ? Répondre à une telle question permettrait de savoir si les Catalans et les Basques sont avant tout des Espagnols, ou bien autre chose. Elle permet par ailleurs de savoir si Rhône-Alpes, Bade-Wurtemberg et Catalogne (comme on le suggère parfois) forment un tout cohérent, plus cohérent que ne le serait l'Allemagne, la France, l'Espagne.

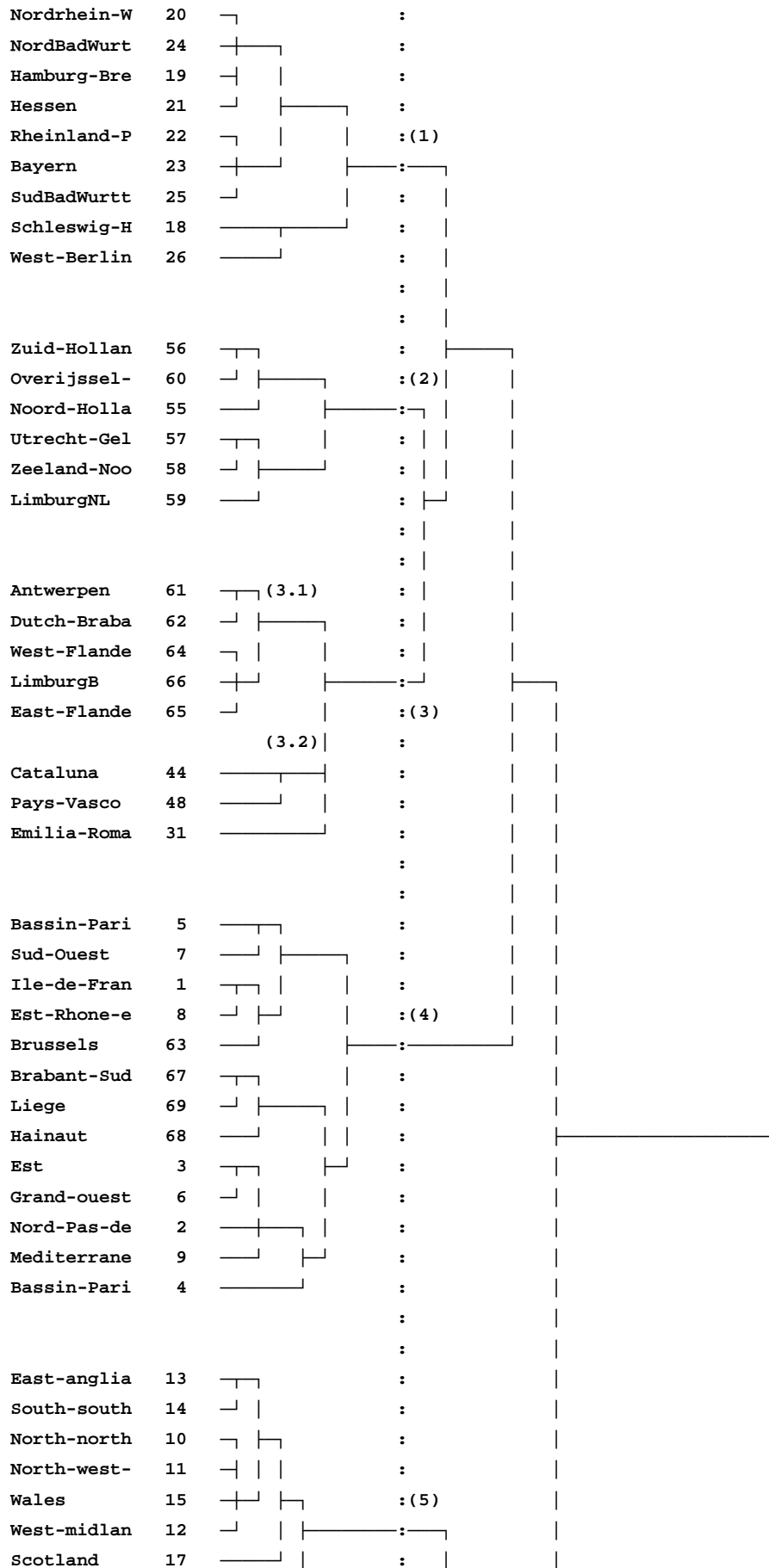
La *Classification ascendante hiérarchique* (voir encadré) des régions européennes permet de créer ces regroupements régionaux fondés sur les proximités et des éloignements de valeurs, de comprendre un peu mieux les clivages à l'oeuvre, et ce sur quoi ils sont fondés. Une telle méthode fournit d'une part un regroupement en catégories de région, et d'autre part un "dendrogramme", qui permet d'explicitier comment ce regroupement est opéré.

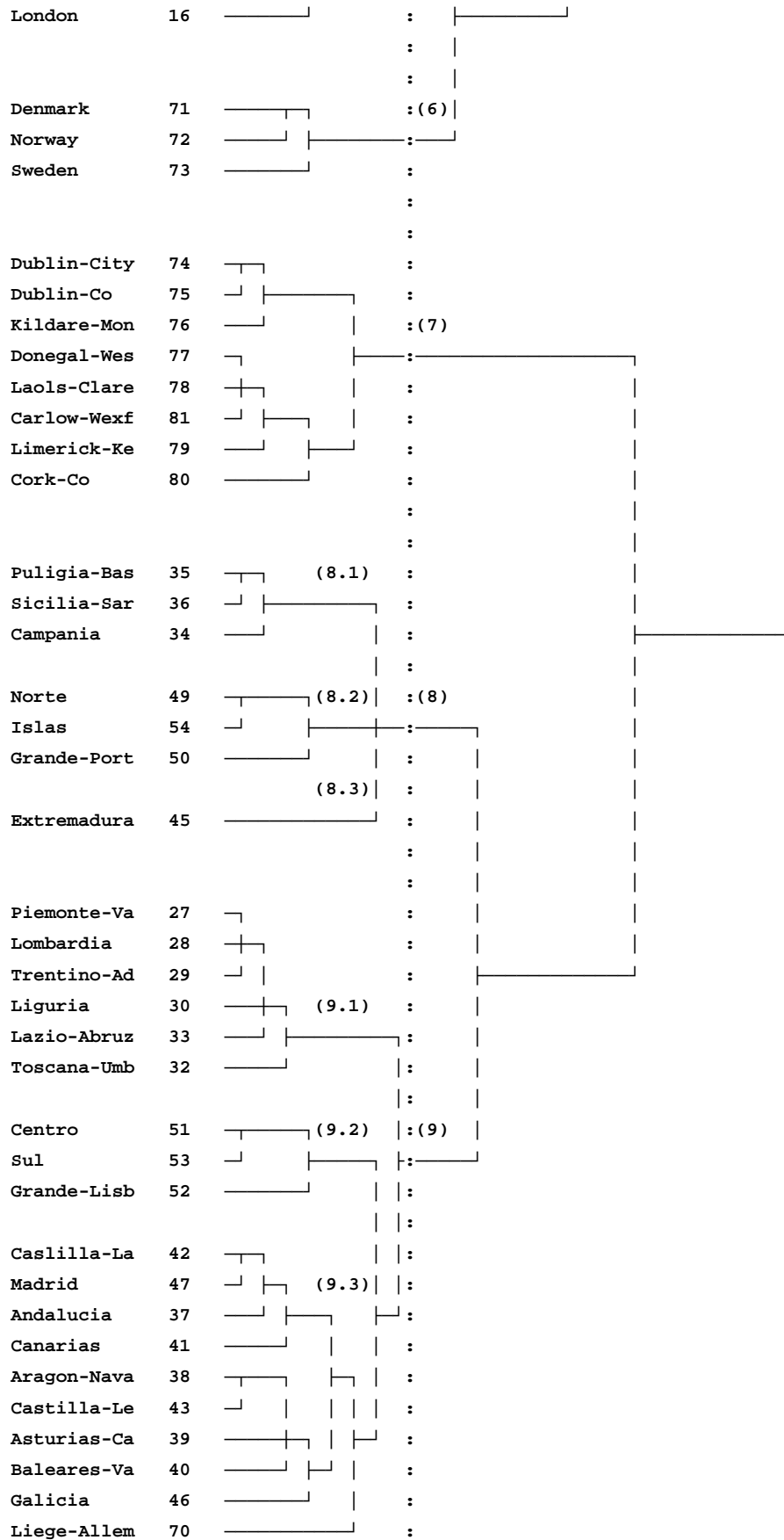
Il apparaît que la plupart des régions s'intègrent à leur nation: malgré les diversités infranationales, les régions s'assemblent, le plus souvent, d'emblée, en un tout, qui est la nation. En l'espèce, l'Irlande (groupe 7, sur le dendrogramme), l'Allemagne (groupe 1), le Royaume-Uni (groupe 5), les Pays-Bas (groupe 2) forment un tout: les régions y expriment des valeurs qui sont celles de leur nation. Schleswig-Hollstein ou Bavière, Londres ou Ecosse, Frises ou Amsterdam, malgré leurs spécificités, se regroupent autour de la nation ainsi révélée¹⁷.

Cette unité et spécificité de l'Etat-nation ne se lit pas dans les réponses des autres Etats européens. D'abord, les Français et les Belges wallons — ainsi que Bruxelles — (groupe 4) s'assemblent dans le même ensemble culturel, étroitement imbriqué: la nation, en l'espèce, n'est pas la France, mais la Francophonie... Les pays méditerranéens (Espagne, Italie, Portugal), quant à eux, sont tous éclatés, ou plus exactement transversalement regroupés: chacun d'eux compte des régions "en transition" (groupe 9), à l'aube du processus de sécularisation, des régions ancrées dans la tradition catholique confessante (groupe 8), dont chacun connaît une sous-variante italienne (8.1 et 9.1), portugaise (8.2 et 9.2), espagnole (8.3 et 9.3).

¹⁷De fait, parler de *la* nation britannique a de quoi laisser perplexe, simplement parce que, par définition, Ecosse et Galles sont des nation sans Etat. Pourtant, malgré les variations linguistiques et les identités locales fortes, les valeurs écossaises et galloises ne sont pas substantiellement différentes de celles des Anglais. Le même constat se retrouve pour l'Allemagne, où, sur un fond de différences locales (fabriquées par l'Histoire, les variations linguistiques et les clivages religieux), l'unité des réponses allemandes apparaît.

8. Dendrogramme de la classification des régions européennes





Le groupe 8 fédère les régions les moins avancées — économiquement, et peut-être idéologiquement — de l'Europe, unifiés dans un tout culturellement homogène: la ville de Porto, le nord et les îles portugaises, d'une part, l'Extrémadure pour l'Espagne d'autre part, et enfin le sud (à partir de Naples) et les îles en Italie, qui s'assemblent en un groupe culturel homogène; ce sont les latins de la grande tradition catholique romaine stricte. Il apparaît que les normes morales du catholicisme sont en mesure de fédérer dans un même ensemble des régions géographiquement sans lien et de traditions nationales, politiques, linguistiques tout à fait différentes; le catholicisme reste dans le sud profond le fondement d'un lien de valeurs transnationales qui unifient des régions a priori aussi disparates que l'Extrémadure, le nord du Portugal et le sud de l'Italie. Ce résultat permet de comprendre ce qui fut perdu dans la sécularisation des sociétés occidentales: un ensemble de références et de normes communes à des régions et des nations différentes, références faisant écran aux diversités, et homogénéisant, par delà les frontières, les normes morales.

Aujourd'hui que se joue dans les pays latins les débuts d'une transition vers la sécularisation, se dissout l'unité collective des valeurs qui était assurée naguère par l'identité religieuse catholique. Cette unité, la nation ne suffit à la recréer; elle est peut-être encore en germe, mais elle n'est pas encore une réalité tangible, efficace, réalisée — comme elle l'est dans les pays protestants, mixtes, ou sécularisés du nord de l'Europe. La langue n'y est pas un vecteur de valeurs identiques et homogènes (comme c'est le cas entre la France et la Wallonie). La résultante en est un éclatement entre des régions avancées sur la voie de la sécularisation et les autres... L'opposition entre les régions autonomes d'Espagne que sont le Pays-Basque et la Catalogne contre le reste de l'Espagne — mais aussi pour ce qui concerne l'Emilie-Romagne, d'une part, l'Italie du Nord, d'autre part, et le Mezzogiorno, enfin — peut se lire au travers de cette sécularisation inégale des régions des Etats-"nations" du sud latin.

Un ensemble particulier de régions apparaît dans cette classification, qui est constitué des Flandres belges, du Pays-Basque, de la Catalogne, et de l'Emilie Romagne; on aurait quelque difficulté à ne pas voir là un ensemble de régions problématiques, en cela que, exception faite de la dernière, les demandes d'autonomie, voire de sécession, de ces régions est un fait notoire.

Quels éléments distinguent-ils ces régions du reste de l'Europe ? Il apparaît que les croisements avec les différents indicateurs font de ce groupe non pas un ensemble de régions spécifiques, mais de régions moyennes de l'Europe, à l'exception d'une confiance minimale en l'armée, d'une très faible volonté de défendre le pays, d'une tolérance élevée envers divers délits mineurs, et tout particulièrement envers des formes d'incivilités telles la pratique des "pots-de-vin", de la fraude aux impôts, de la conservation de l'argent perdu par autrui... Il apparaît par ailleurs que l'insertion religieuse de ces différentes régions relève du même stade du processus de sécularisation: l'Emilie-Romagne est la région la

moins catholique d'Italie, de même la Catalogne et le Pays-Basque en Espagne; quant aux Flandres, sans être aussi intensément sécularisées que la France, le niveau des indicateurs religieux en fait un homologue des régions avancées des péninsules latines.

Il semble alors que les problèmes d'identité territoriale, et les exigences d'autonomie, apparaissent ici à un stade intermédiaire et transitoire de sortie de la religion catholique, lorsque les formes morales offertes par la religion se délitent, et ne sont pas encore remplacées par un autre cadre moral, celui de la nation, qui offre alors un nouveau modèle d'insertion, non plus dans la sphère religieuse, mais dans la sphère civique. Une telle interprétation est autorisée par le fait que les indicateurs de tolérance devant les incivilités culminent dans ces régions en transition religieuse, plus que dans les pays dont la sécularisation est plus avancée.

L'enseignement majeur de cette analyse est celui-ci: les valeurs des régions naissent de la combinaison de trois paramètres complémentaires, à savoir la langue, la religion, et le stade atteint dans le processus de sécularisation. C'est ainsi que nous distinguons une franco-, une anglo-, et une germanophonie, où la langue offre le substrat des valeurs dont les régions respectives font état¹⁸. Par ailleurs, la religion clive des ensembles linguistiques homogènes: la Grande-Bretagne contre l'Irlande (le Gaélique est, malgré une tentative volontariste de reconquête, une langue minoritaire en Irlande), les Pays-Bas contre les Flandres belges (qui devinrent belges de par leur refus de la mixité religieuse et le maintien dans l'Eglise catholique romaine, par opposition aux Pays-Bas). Enfin, la dynamique de la sécularisation produit le troisième paramètre de spécificité, comme nous pouvons le voir dans l'émiettement des régions du sud de l'Europe.

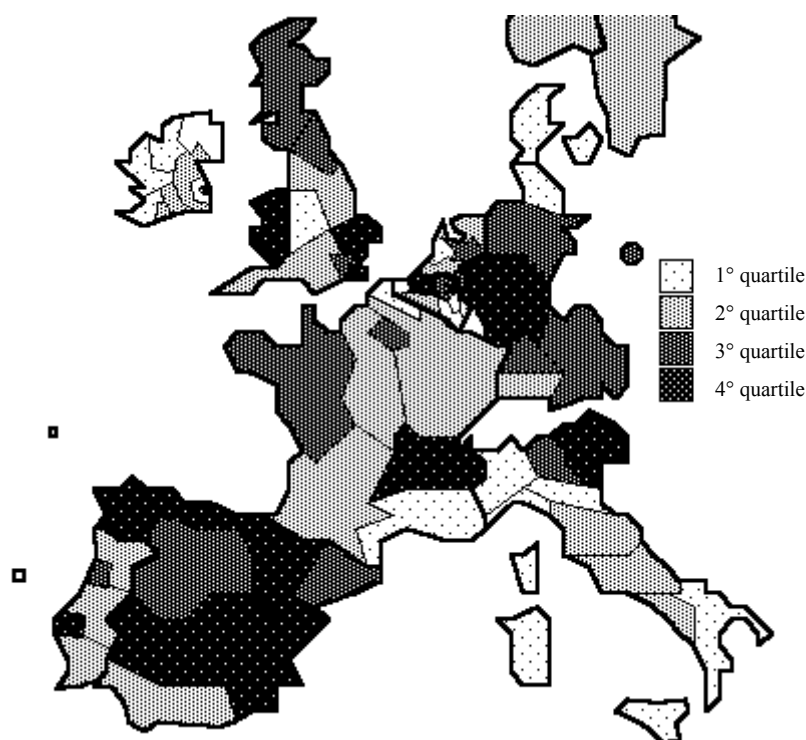
Quid des différences infrarégionales ?

Notre recherche a porté sur les clivages territoriaux infranationaux, aux termes de laquelle nous constatons combien il serait nécessaire, pour toute recherche comparative sur les pays européens, de ne pas prendre l'Espagne, l'Italie, et même le Portugal pour des entités aussi homogènes que le sont les grands pays du centre et du nord de l'Europe; au moins faudrait-il considérer séparément deux (ou trois) Italie, Espagne, Portugal, car de fortes différences régionales sont alors fondues dans une même moyenne.

¹⁸Sélim Abou (1981) s'interroge sur la "légitimité", au yeux des intellectuels occidentaux, de l'identité culturelle fondée sur la langue, alors que d'autres modèles de différenciation (fondés sur la religion ou l'ethnie.) provoquent une réprobation générale. Il apparaît pourtant que le creuset de la création et le véhicule essentiel de la diffusion des valeurs reste la langue dans laquelle elles s'expriment.

Pourtant, il ne faut pas nous leurrer: les régions connaissent aussi leurs différences infrarégionales, notamment parce qu'elles comprennent des populations hétérogènes, des jeunes et des gens âgés, des riches et des pauvres, des diplômés et des non-diplômés, des ouvriers et des classes moyennes manuelles, autant de catégorisations sociales qui apportent leur lot de clivages dans l'espace des valeurs. Nous avons notamment séparé chaque région en deux parties: les habitants de plus de quarante ans (l'âge médian dans l'enquête européenne) et les autres. En appliquant des méthodes identiques à celles exposées ci-dessus nous constatons d'abord que la classification regroupe moins les régions entre elles que les catégories d'âge, indiquant ainsi que deux jeunes européens sont, du point de vue de leurs valeurs, plus proches l'un de l'autre que deux personnes issues de la même région, mais de classe d'âge différente. On peut ainsi s'interroger sur la force et la pertinence des identités régionales, si ces identités n'assemblent pas en un tout les différents groupes sociaux qui peuplent les régions.

9. Carte de l'écart intergénérationnel



Source : EVS.

Note : La carte représente, du plus clair, au plus foncé, les écarts croissants de valeur entre les moins de 41 ans et les plus de 41 ans en présence dans chaque région d'Europe. L'Espagne, à l'exception de l'Andalousie, se caractérise par un écart important entre une ancienne génération, très "traditionnelle", et une nouvelle, très "moderniste".

Par ailleurs, ce découpage nous apporte une autre information sur la sécularisation: les classes d'âge "glissent" sur le premier axe de l'ACP, dans le sens de la sécularisation. Sans aucune exception, pour toutes les régions, la catégorie des plus jeunes se situe du côté de la sécularisation; cela signifie que, quel que soit l'aire géographique considérée, les plus jeunes croient moins en Dieu, pratiquent moins, font état d'une plus grande tolérance devant les interdits moraux prônés par les Eglises, en un mot: révoquent plus souvent la tradition que leurs aînés. Même si le clivage entre les représentants des générations anciennes et nouvelles est variable selon le lieu, le courant de sécularisation porté par les plus jeunes est univoque et universel, ce qui généralise les nombreuses observations apportées, pour la France et pour l'Europe, par Yves Lambert et par Olivier Galland sur les liens entre âges, religion, et valeurs morales.

L'importance de l'écart entre jeunes et gens âgés, nous l'avons dit, est variable selon les nations et les régions, comme l'indique la figure 9. Dans la majeure partie de l'Irlande, de l'Italie — tout particulièrement au sud — en France, aux Pays-Bas et en Scandinavie, l'écart entre jeunes et gens âgés est faible, par comparaison à ce que l'on observe ailleurs. Ce faible écart signale le fait que, pour la France, les Pays-Bas et la Scandinavie, pays fortement sécularisés, la transition de la sécularisation semble s'achever. Pour l'Irlande et l'Italie, elle ne fait que débiter, et reste relativement lente. En revanche, dans l'Allemagne rhénane, à Lisbonne et à Dublin, mais surtout en Espagne (où le phénomène n'est pas sans lien avec les rapides mutations observées depuis la fin du franquisme), le clivage entre anciennes et nouvelles générations est intense, signe d'un rapide courant de sécularisation, qui préfigure un changement culturel important au sein des régions concernées.

Une théorie de la diversification

La question rémanente de la convergence et de la divergence des sociétés européennes se doit d'affronter la question de la *modernité*. Même si ce terme, de par la diversité de ses contenus supposés, souvent implicites, pose quelques difficultés — avant tout parce qu'au cours des décennies et des siècles, les formes empruntées par la modernité se modifient — il reste que les principaux clivages européens relèvent de cette modernité, prise au sens d'une séparation toujours plus forte des sociétés avec leur Dieu, leurs Eglises, les interdits moraux qui, naguère, en découlaient.

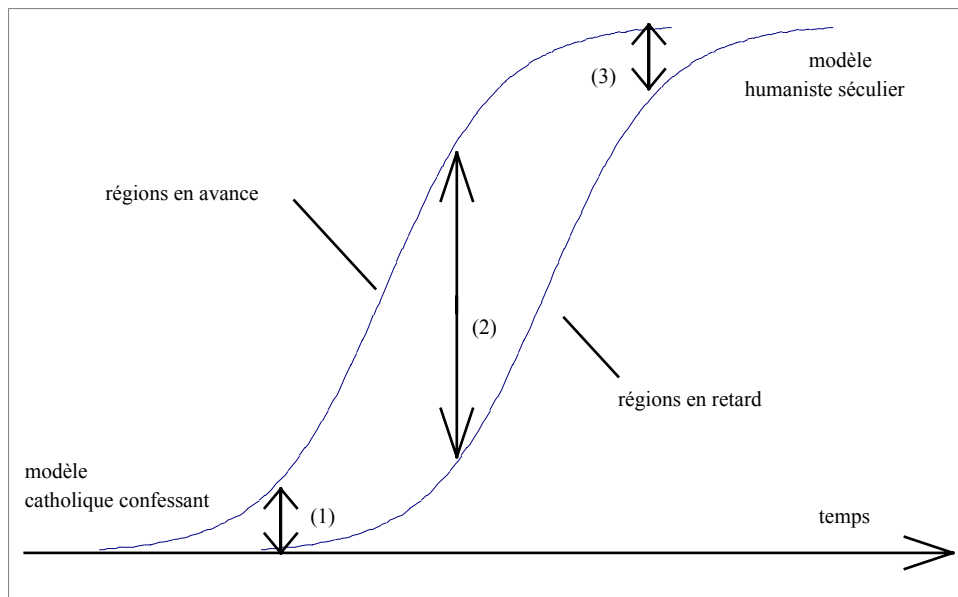
Outre la sécularisation de la culture, l'évolution des modèles matrimoniaux et familiaux vers la famille à deux enfants, la modification des modèles d'autorité

vers le consentement raisonnable mutuel, ou la symbolique des institutions, une multitude de tendances anciennes ou nouvelles traversent l'Europe, plus ou moins rapidement. C'est dans ce plus ou moins rapidement que réside la source de nombreux paradoxes. Si la télévision a mis trente ans à peupler tous les ménages d'Europe, de la Scandinavie au Mezzogiorno, et l'alphabétisation deux siècles, la disparition de Dieu des consciences est un phénomène extraordinairement long. L'accélération des accumulations technologiques ne semble guère précipiter le mouvement du recul de Dieu: l'Italie combine très bien son maintien dans la grande tradition catholique et l'usage des technologies de pointe. Ni la télévision, ni les téléphones portables, ni l'informatique ne sont de nature à produire le recul religieux. Il existe visiblement une large autonomie entre la sphère des techniques et celle des religions. Au delà de ces constats, devant cette transition religieuse visiblement à l'oeuvre en Europe, nous devons évaluer les risques de dislocation du territoire qu'elle peut impliquer.

La sécularisation de l'Europe, qui n'est pas achevée — ou même pas commencée dans ces régions —, s'apparente à l'intrusion brutale d'un champ nouveau de possibles dans un système initialement homogène (1), avant transition. Il existe alors un temps de transition (2), où certaines régions sont les premières et les autres à la traîne; les clivages peuvent alors s'avérer énormes. Il se peut même que certaines soient parvenues à converger sur le nouveau modèle (3), alors que les autres n'ont pas quitté l'ancien. *Au terme même de ce modèle diffusionniste du changement social, plaider pour la convergence des pays européens — ou des régions — revient simplement à souhaiter l'arrêt de toute modernité, et de toute tendance nouvelle, puisque toute nouveauté est appelée, peu ou prou, à faire diverger les pays et régions d'Europe, en tout cas dans un premier temps.* Dans une période historique telle que la nôtre, où se multiplient et de diversifient les phénomènes émergents, il est tout naturel que l'on observe plus de différences que par le passé.

Pour ce qui est de la sécularisation des valeurs, le Schleswig-Hollstein semble être en tête de cette transition. Après un demi-millénaire de luthéranisme, le divorce avec Rome est consommé. L'Ile de France, Amsterdam, Bruxelles ou Londres ne sont pas très loin après, les provinces de leur nation respective les suivant.

10. Diffusion du changement et clivages régionaux



Dans d'autres contrées (Extrémadure, nord du Portugal, sud italien, Irlande), la transition s'esquisse à peine. Les pays latins péninsulaires sont confrontés à la tension majeure entre des régions ayant débuté leur transition depuis des décennies (Emilie-Romagne où le communisme est ancré depuis près d'un siècle, Catalogne anarchiste, Pays-Basque Républicain et anti-franquiste), et des régions où la sécularisation n'est pas même amorcée (en Calabre, 95% de la population déclare croire en Dieu, contre 68% en Emilie Romagne, en Extrémadure 88% contre 67% en Pays Basque, 95% dans le nord du Portugal, contre 65% à Lisbonne, à comparer aux 48% de l'Ile de France, aux 57% de la France entière, aux 38% de la Suède...). Les régions les plus avancées des péninsules latines sont plus proches, culturellement, des pays sécularisés ou laïques que de leurs compatriotes les plus reculées.

En leur temps, la plupart des pays d'Europe ont connu leur clivages religieux, associés à d'intenses problèmes régionaux; l'Allemagne de Luther a connu ses affrontements armés, l'Anglicanisme instauré par Charles VIII a suscité un siècle d'affrontements et une constellation de sectes et d'hérésies opposant toutes les parties du royaume, et la France, au temps des guerres de religion, mais aussi des prêtres jureurs de la Révolution, a vu se dresser ses Provinces les unes contre les autres. Il reste que, dans un pays majoritairement ancré dans la tradition, des régions fortement sécularisées éprouvent quelque difficulté à trouver la communauté de valeur avec leurs homologues, et réciproquement. Le déchirement de l'Italie du Nord et du Sud — paradoxalement, la Lombardie, qui est loin d'être culturellement la plus avancée, a pris la tête d'une croisade anti-sud, alors que l'Emilie-Romagne, déchristianisée, est très en retrait dans la

querelle¹⁹ —, les volontés d'autonomie du Pays-Basque et de le Catalogne, la querelle séculaire du Portugal communiste et du Portugal catholique, ont une même source: l'intensité de l'ancrage religieux.

Comment fédérer des régions dont certaines ont suivi le mouvement de laïcisation et de sécularisation spécifique à la modernité, alors que d'autres n'ont pas connu ce courant de l'Histoire, et demeurent dans un état culturellement fossile au regard des autres? Comment se doter d'un appareillage légal et d'institutions satisfaisant les idéaux moraux de l'ensemble du territoire²⁰?

La grande distinction entre le séparatisme des péninsules latines et celui des Flamands et Wallons est que ces derniers ne sont pas très différents, culturellement, les uns des autres, au delà de la langue — les Wallons ont surtout un point d'ancrage que les premiers n'ont pas : la culture francophone. Le constat majeur est que ces séparatismes interviennent à des niveaux comparables de sécularisation. De là à supposer un lien entre sortie de la tradition romaine catholique et crise de l'identité nationale ou territoriale, il n'y a qu'un pas. Dans les péninsules latines, l'appartenance à l'Eglise romaine catholique offrait à des régions et nations économiquement, politiquement et linguistiquement distinctes un ciment culturel unifiant. Communauté de culte et de culture offrait un lien et une reconnaissance de la communauté. La délitescence de ce lien aboutit à une perte de repères et à la nécessité d'en inventer d'autres. L'argument linguistique, localitaire, ou régionaliste peut être invoqué alors comme stratégie de reconstruction. Il reste que ce régionalisme ressemble parfois à un nationalisme du pauvre, avec tous ses travers exclusifs et d'exclusion. Les années prochaines de la construction européenne auront à gérer les conflits potentiels, qui seront fréquents surtout dans les péninsules latines, conflits issus de la nécessité de recréer l'identité collective là où la culture catholique verra son pouvoir unifiant s'amenuiser.

¹⁹Bien sûr, les problèmes économiques liés à la désindustrialisation, bien plus cuisants en Lombardie, en Piémont, et dans les régions italiennes septentrionales, sont de nature à exciter des passions, moins ardentes en Emilie-Romagne, du fait de l'ampleur moindre des difficultés économiques.

²⁰Ce que le Portugal, l'Espagne et l'Italie ne sont pas parvenues à unifier, comment l'Europe pourrait-elle l'assigner à un tout?

Encadré Analyses factorielles

Les méthodes d'analyse factorielle, parmi lesquelles l'Analyse en composantes principales (ACP), permettent d'objectiver les interdépendances mutuelles existant parmi une multitude d'indicateurs statistiques formant un système cohérent, de façon à réduire la multitude à un nombre mentalement maîtrisable de dimensions. Ici, ce système cohérent est l'ensemble des valeurs des citoyens européens, où les valeurs familiales, religieuses, civiques, interfèrent les unes avec les autres, mais d'autres recherches se prêtent à l'utilisation des analyses factorielles, notamment celles d'Agoramétrie (1992) sur les opinions, du ministère de la Culture sur les pratiques culturelles des Français (Donnat 1994), ou encore celles du CERC sur la précarité (Paugam, Zoyem et Charbonnel 1993). Ces méthodes révélatrices de la multidimensionnalité permettent de construire des représentations graphiques planes, permettant de comprendre quels sont les rapprochements et les éloignements d'indicateurs (permettant ainsi d'avoir une lecture des réponses liées les unes aux autres) et de groupes d'individus (ici, les régions), selon leurs ressemblances et différences au regard des indicateurs.

Ce que fournit une analyse factorielle sont des axes complémentaires appelés facteurs, présentés par ordre décroissant d'importance (c'est-à-dire d'intensité des clivages qu'ils révèlent) dont les croisements sont les plans factoriels, qui se prêtent à une représentation graphique telle que celle présentée dans l'article d'Olivier Galland et Yannick Lemel, mais aussi dans celui de Louis Chauvel. Un facteur, ou plus simplement axe, objective l'opposition de deux modèles de comportements opposés formant une dyade, un dipôle. Par construction de la méthode, le centre d'un axe est la moyenne de la population, et les deux extrémités représentent deux modèles opposés. Dans l'analyse des valeurs régionales, le premier axe — qui est le clivage en première instance d'une partie des régions européennes contre les autres — est celui qui oppose les régions ancrées dans la tradition aux régions les plus intensément modernisées; le deuxième axe, secondaire au regard du premier, représente le modèle de valeurs nordiques au modèle de valeurs latines.

Les analyses factorielles supposent un domaine de recherche divers mais cohérent (de tels domaines peuvent être : les valeurs, les "goûts" alimentaires, les pratiques culturelles, etc.) sur lequel nous disposons d'un grand nombre d'indicateurs. Au sein des indicateurs décrivant un tel domaine, en amont de l'analyse factorielle, il s'agit pour le chercheur d'opérer un choix, le moins restrictif possible. Dans le cas des valeurs, il s'agit de déterminer un ensemble de questions à la fois diverses et point trop redondantes, en mesure de représenter correctement la diversité des valeurs; il faut alors représenter toutes les sous-dimensions du domaine des valeurs, et de ne pas surreprésenter une

sous-dimension de l'espace des valeurs au regard d'une autre. C'est l'optique du "choix raisonné" d'indicateurs (voir l'article de Galland et Lemel); l'exercice est bien sûr impossible, mais peut être approché au mieux. Une autre possibilité consiste à chercher les variables les plus intéressantes pour une problématique donnée (pour les régions, les indicateurs qui clivent le plus les régions européennes).

La subjectivité du chercheur intervient donc en amont de l'analyse, dans le choix des indicateurs qui seront confrontés, mais il est rare que ce choix modifie nettement les axes (Saporta 1990). Une fois opéré ce choix, la procédure statistique (qui consiste en la diagonalisation et l'extraction des vecteurs propres de la matrice des liens entre les différents indicateurs retenus) détermine les axes factoriels, les positions des indicateurs et des individus statistiques. Autrement dit, ce n'est pas le chercheur qui construit volontairement les axes, mais l'algorithme qui, au vu des indicateurs choisis par le chercheur, va chercher les facteurs révélant les différences les plus significatives au sein de la population. Il reste alors — et c'est là où la subjectivité du chercheur retrouve ses droits — à interpréter les axes, c'est-à-dire à trouver le sens que révèlent ces facteurs.

Ce travail d'interprétation obéit à des règles précises. Pour l'Analyse des composantes principales (ACP, qui permet d'analyser des variables continues, comme des pourcentages de réponses agrégées à l'échelon régional), le plan factoriel se suffit à lui même. Le centre du cercle de corrélation représente la moyenne européenne, donc l'absence de spécificité; l'extérieur du plan représente les plus fortes spécificités. Le travail d'interprétation consiste à comprendre ce qui fait l'unité des indicateurs qui se situent à chaque extrémité. Pour l'ACP des régions, sur l'axe 1, à droite, se trouvent l'ensemble des indicateurs de pratique et de croyance religieuse, la faveur pour la famille à trois enfants ou plus, les exigences de plus d'autorité, l'intolérance devant les différents actes de déviance et de manquement aux "bonnes" moeurs. C'est le pôle religieux, et des valeurs qui accompagnent la religion. A gauche se trouvent les valeurs opposées à ce pôle religieux, pôle qui révélera les plus tolérants, les moins pratiquants, les moins croyants. Ce cercle de corrélation se superpose au plan principal, où se disposent les régions. Plus une région est à droite, plus elle est typique du pôle "tradition" ; plus elle est à gauche, plus elle est représentative du pôle "modernité". Au milieu sont les régions moyennes de l'Europe. Le deuxième axe de l'ACP, même si de nombreux indicateurs de confiance en les institutions permettent de supposer un lien avec la perception de la sphère civique, est plus complexe. Les pôles sont plus difficiles d'analyse. La position des régions permet en revanche d'y voir la distinction entre le nord de l'Europe et les pays latins. Ces axes se complètent les uns les autres: en haut à droite se trouve l'Irlande: la tradition sans cette latinité défiante envers les institutions. En bas à gauche les régions développées de l'Italie et de l'Espagne, c'est-à-dire la latinité sans la tradition.

La lecture d'une Analyse des correspondances multiples (qui permet d'analyser des variables dites nominales, c'est-à-dire à plusieurs modalités, comme c'est le cas dans l'analyse de Olivier Galland et Yannick Lemel) s'analyse de façon comparable, à la différence près que la position (plus ou moins proche du centre du graphique) ne suffit pas pour mener l'interprétation, parce que chaque intitulé d'indicateur regroupe une proportion plus ou moins importante d'individus. Il faut regarder avant tout les "contributions", qui sont les distances des indicateurs au centre du graphique (qui représente ici aussi la moyenne de la population) pondérées par le nombre d'individus. Les modalités de variables nominales qui contribuent le plus à un axe sont les modalités qui font le clivage, la dyade, révélée par cet axe. A cette différence près, l'ACM s'analyse comme une ACP.

L'analyse fournit alors une lecture synthétique des liens multidimensionnels entre les indicateurs, entre les valeurs qui « vont bien ensemble », qui entretiennent des liens structurels forts, qui sont soutenues par des populations spécifiques, exprimant les courants fondamentaux de tension dans une collectivité diverse. Une analyse bien construite dépasse même ce stade pour révéler non pas simplement des liens entre indicateurs, mais bien des modèles synthétiques, des "attitudes" latentes, qui dépassent largement chaque indicateur séparé, qui n'est en quelque sorte qu'une résultante d'une cause en amont, cause révélée par un axe factoriel.

Encadré Classification

Les Classifications ascendantes hiérarchiques (CAH) sont un autre type de méthode statistique descriptive multidimensionnelle, complémentaires des analyses factorielles. La recherche est en quelque sorte inversée : il ne s'agit plus de chercher où sont les plus grandes différences au sein des régions, mais de comprendre comment les régions se rapprochent les unes des autres.

Il s'agit alors de créer une typologie, groupant des individus statistiques variés (ici, les régions européennes), par rapprochement successifs en fonction de la proximité de réponses sur un ensemble important de variables (ici, les 77 questions clivantes de la région). Deux régions ayant fourni des pourcentages de réponses identiques sur l'ensemble des indicateurs considérés se retrouveront classés ensemble; des régions ayant fourni des réponses fort différentes se retrouveraient en revanche dans des groupes différents. Ces méthodes permettent d'obtenir un dendrogramme, graphique qui présente, de gauche à droite, les rapprochements successifs de régions. Les régions les plus proches les unes des autres se retrouvent dans le même groupe très en amont du graphique à gauche. C'est le cas du Piémont et de la Lombardie, dont les réponses sont remarquablement proches. A mesure que l'on s'éloigne vers la droite, la classification agrège des régions dont les ressemblances sont moindres. C'est ainsi que l'on constate la forte homogénéité des régions flamandes de Belgique, très tôt agrégées entre elles. La lecture de l'arbre permet de déterminer où se situe la classification la plus pertinente; en l'occurrence, celle-ci est en neuf groupes (cette classification est matérialisée par les pointillés) : cette classification pertinente se révèle par la longueur plus importante des branches du dendrogramme. La lecture des régions assemblées permet de comprendre les rapprochements: pour l'Allemagne, l'Irlande, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, il y a identité entre le regroupement de la CAH et l'Etat-national représenté au sein de l'Union européenne. Les trois nations scandinaves forment un groupe très homogène, c'est-à-dire autant que l'ensemble des régions britanniques. Pour la France, moins homogène, puisque plus tardivement agrégée, on constate le mélange avec les régions francophones de Belgique. Les régions latines sont regroupées de façon apparemment paradoxale: ce n'est pas la nation, que l'on retrouve, mais bien le stade atteint dans le processus de sécularisation.

- Sélim Abou, 1981, *L'identité culturelle*, Editions Anthropos, Paris.
- Agoramétrie, 1992, *Les structures de l'opinion*, polygraphié Smash, Paris.
- Arnaldo Bagnasco et Carlo Trigilia 1993, *La construction sociale du marché : le miracle de la troisième Italie*, Editions ENS-Cachan, Cachan.
- Louis Chauvel, 1994, "Les valeurs en Europe, l'érosion des extrémismes", dans Jean-Paul Fitoussi, 1994, *Entre convergences et intérêts nationaux : l'Europe*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.
- Herbert J. Eysenck, 1954, *The psychology of politics*, Routledge, London.
- Jean-Marie Donegani, 1993, *La liberté de choisir*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- Olivier Donnat, 1994, *Les Français face à la culture*, La Découverte, Paris.
- Claude du Granut, 1994, *Europe, le temps des régions*, LGDJ, Paris.
- Henri Mendras et Frédéric Reiller, 1990, *Atlas, 340 millions d'Européens*, Ramsay, Paris.
- Cécile Marin et Carole Rivière, 1994, *Quelle Europe ?*, mémoire de DESS de relations internationales du Centre d'Etudes Européennes, miméo de l'Université de Marne la Vallée.
- Gérard Mermet, 1991, *Euroscopie*, Larousse, Paris.
- Serge Paugam, Jean-Paul Zoyem et Jean-Michel Charbonnel, 1994, "Précarité et risques d'exclusion en France", *Documents du CERC*, n°109.
- Hélène Riffault (dir.), 1994, *Les valeurs des Français*, PUF, Paris.
- Victor Scardigli, 1987, *L'Europe des modes de vie*, Editions du CNRS, Paris.
- Victor Scardigli (dir.), 1993, *L'Europe de la diversité*, Editions du CNRS, Paris.
- Jean-Vincent Pfirsch, 1995, *Configurations sociales et goûts alimentaires*, miméo.
- Emmanuel Todd, 1990, *L'invention de l'Europe*, Seuil, Paris.
- Yves Lambert, "La religion : un paysage en pleine évolution", dans Hélène Riffault (dir.), 1994, *Les valeurs des Français*, PUF, Paris.
- Gilbert Saporta, 1990, *Probabilités, analyse des données et statistiques*, Editions Technip, Paris.